

développement et civilisations



www.lebret-irfed.org

N° 355 juillet-août 2007

Éditorial

Comportements

Le caractère insoutenable de notre modèle de développement est reconnu aujourd'hui par tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de notre *unique* planète. D'où l'intérêt croissant pour le *développement durable*. Le terme est sujet à interprétations diverses et il n'est pas inutile de revenir, comme le fait ci-contre Yves Berthelot, à la définition qu'en a donné la commission Brundtland, en 1987, à savoir « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

En effet le modèle économique des pays riches ne prend pas en compte le problème de la raréfaction des ressources naturelles et celui de la finitude de notre planète. Dès lors, la question essentielle qui se pose est celle d'un autre type de croissance. Non pas une croissance exclusivement matérielle mais une croissance des biens relationnels : santé, éducation, communication, culture, solidarité ... Et dont la mise en œuvre serait à l'évidence source de millions d'emplois.

Certes, cela suppose un changement catégorique de comportements et de politiques. Il faut en finir avec le primat de l'économie et du marché, objectifs déclarés de la mondialisation ultralibérale dont la perversité n'est plus à démontrer. Et réhabiliter les valeurs humaines telles que le « bien vivre ensemble », la solidarité entre générations actuelles et futures, entre pays riches et pays pauvres... « *Un autre monde est possible* », répètent à l'envi les altermondialistes. Il est aussi « *nécessaire* » si nous voulons sauver la planète de sa destruction.

François Bellec
francois.bellec@wanadoo.fr

Face aux dangers qui menacent l'avenir de la planète

IL EST URGENT DE CHANGER DE MODÈLE

par Yves Berthelot*

La prise de conscience collective et la volonté politique seront-elles suffisantes pour sauvegarder l'avenir de la planète et de ses habitants, actuels et à venir ? Ou bien faudra-t-il des catastrophes à répétition pour que l'humanité se décide, enfin, à changer de modèle de croissance ?

L'homme a progressivement pris conscience, au cours des quarante dernières années, de ce que ses activités avaient un impact durable et significatif sur l'environnement. Les conséquences de la pollution, du réchauffement atmosphérique et de l'épuisement des réserves connues de certaines matières premières sont encore difficiles à évaluer. Les certitudes quant à la direction des changements et les incertitudes quant à leurs causes, leur ampleur et leurs conséquences se mêlent.

Cependant, il est une certitude forte : le modèle de consommation des pays les plus développés qui sert de référence, consciente ou non, reconnue ou non, à la quasi-totalité de la population du globe est intenable. L'illustration la plus claire en est qu'il faudrait l'équivalent de trois terres pour que tous les êtres humains vivant aujourd'hui puissent jouir du niveau de vie moyen de l'Europe occidentale. Or, la mondialisation rend peu probable la coexistence de modèles profondément différents et, de fait, les classes privilégiées de Russie, du Brésil, de Chine, d'Inde, après celles des tigres de l'Asie de l'Est, adoptent les consommations et habitudes des pays riches. Un changement de modèle est donc inévitable. Mais il peut être le résultat d'une volonté collective

ou la conséquence de conflits pour des ressources devenues rares ou de catastrophes naturelles engendrées par le réchauffement climatique et la pollution. Les informations, questions, propositions et réflexions qui suivent ont pour objet de nourrir la réflexion sur les thèmes qui viennent d'être soulevés.

Les limites du modèle de croissance

En cette année du 40ème anniversaire de l'encyclique *Populorum Progressio*, il est légitime de rappeler que ce fut un des tout premiers, sinon le premier, texte diffusé dans le monde entier à avoir attiré l'attention sur ce que l'on a appelé depuis le « développement durable ». En 1967, cette encyclique proclamait : « *Nous ne pouvons nous désintéresser de ceux qui viendront agrandir après nous le cercle de la famille humaine* »¹. Et plus loin : « *L'homme n'est vraiment homme que dans la mesure où, maître de ses actions et juge de leur valeur, il est lui-même auteur de son progrès, en conformité avec la nature que lui a donnée son créateur et dont il assume librement les possibilités et les exigences* »².

Le Club de Rome ne fut créé qu'en 1968 et son fameux rapport, *Halte à*

* Yves Berthelot, ancien Secrétaire général adjoint de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU), est président de Développement et Civilisations Lebret-Irfed et du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI).

la croissance, *Rapport sur les limites de la croissance*, fut publié en 1972. Son message tient dans une phrase : « *La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique et agressif de ses habitants. Plus nous nous approchons des limites matérielles de la terre, plus ce problème risque d'être insoluble* »³. Mais, pénuries de matières premières et catastrophes écologiques n'étaient prévues que pour le courant du XXI^{ème} siècle, et il n'a pas paru urgent d'en prévenir le risque. Cependant le rapport a suscité de nombreux débats. Pour les uns, comme Jan Tinbergen, « *le développement des pays riches devait être ralenti progressivement* » et il devait exister « *une sorte de limite naturelle à ce que nous, en tant qu'êtres humains, pouvions désirer et réclamer* ». Pour d'autres comme Saunders, le désir de croissance et de progrès matériel « *est profondément enraciné dans la nature humaine et il est très probable que cela continuera* ». Tous s'accordaient à reconnaître avec Pajetska⁴ que la croissance élargit l'éventail des choix économiques et facilite les politiques de redistribution des revenus au sein des pays sinon entre eux. On notera ici que *Populorum Progressio*, aussi, reconnaît la nécessité de la croissance en affirmant que « *avoir plus pour être plus* » est un « *désir légitime* »⁵.

En 1987, le rapport Brundtland⁶ forge et impose la notion de développement durable. « *Le développement soutenable⁷ est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir* ». Ce rapport et le Sommet de la terre de Rio (1992) sont à l'origine du consensus qui s'est progressivement développé sur la nécessité d'intégrer dans les politiques de développement les dimensions économiques, sociales et environnementales et d'adapter les processus de prise de

décision en conséquence en impliquant les différents acteurs que sont les gouvernements, les autorités locales, les entreprises et les organisations de la société civile.

Le consensus sur ce qu'il faudrait faire a été renouvelé en 2002 à Johannesburg à l'issue du Sommet mondial du développement durable. Mais, au début du nouveau millénaire, les décisions prises n'étaient pas encore à la hauteur des risques encourus. La violence et la fréquence accrues des ouragans et des cyclones, la fonte des glaces de l'Arctique et des glaciers, la perception que le réchauffement climatique est une réalité et les scénarios établis par les météorologues d'ici à la fin du siècle ont donné un sentiment d'urgence qui manquait pour que soient prises les décisions qui feront évoluer les habitudes et changer les comportements.

À ce jour des décisions ont été prises au niveau international par certains gouvernements, par des villes et des individus. Mais elles sont toujours loin d'être à la hauteur des risques. Les incertitudes sur les risques et les solutions sont exploitées par ceux que des certitudes dérangerait dans leurs intérêts ou leurs habitudes.

À risques mondiaux, accords mondiaux

L'histoire de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière illustre bien comment s'opposent intérêts économiques nationaux et évidences scientifiques. Belle dans ses principes, la Convention, fruit de la détente entre l'Est et l'Ouest⁸, ne contenait guère d'engagements concrets. Jusqu'en 1982, seuls les pays nordiques souhaitaient lui donner un contenu pratique parce que les pluies acides faisaient mourir les poissons de leurs lacs. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, sous la pression de leurs industries chimiques et pétrolières, affirmaient alors que les hypothèses sur la pollution transfrontière étaient pleines « *d'incertitudes scientifiques* ».

Il a fallu que les scientifiques allemands apportent la preuve que la mort des sapins de la Forêt-Noire était due à la pollution atmosphérique et que l'opinion s'en émeuve pour qu'un pro-

tocole soit signé en 1985 pour réduire les émissions de soufre. Il fut suivi d'autres protocoles relatifs aux nitrites et aux polluants organiques. Et de fait, en Europe, les émissions de ces polluants ont été réduites respectivement de 65, 30 et 38% entre 1990 et 2004⁹. Ces résultats, preuves qu'un accord régional peut être efficace, sont aujourd'hui remis en cause par les pollutions venant d'Asie, signe de la nécessité d'accords mondiaux.

Ces dernières années, les conflits d'intérêts se sont manifestés à propos des causes du réchauffement climatique. Celui-ci est-il dû à l'activité humaine ? Auquel cas, il est possible d'y remédier en changeant nos consommations et nos modes de production, ce qui bousculera des habitudes et des intérêts établis. Sommes-nous au début d'un nouveau cycle de réchauffement comme la terre en a déjà connu ? En ce cas, l'homme ne peut inverser la tendance et n'a pas de raisons de changer ses pratiques. La question est d'importance. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹⁰ entérine le point de vue de la très grande majorité des scientifiques selon lequel l'activité humaine explique « *très probablement* » le réchauffement climatique en cours¹¹. Le GIEC fait autorité en la matière et les controverses qui ont précédé la sortie de son dernier rapport n'étaient pas dues à une incertitude sur les causes du réchauffement mais à ses conséquences qui gênaient certains pays.

Les modèles théoriques, construits pour représenter le fonctionnement du climat, sont de plus en plus perfectionnés. Ils expliquent maintenant très bien l'évolution récente des températures et permettent de faire des prévisions crédibles à l'an 2100 selon divers scénarios. D'ici 2100, la température s'élèvera de 1,8 à 4 degrés centigrades et le niveau de la mer de 18 à 59 centimètres, selon que les économies des pays du monde entier parviendront ou non à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Et il est clair que plus on tardera à réduire les émissions et à stabiliser la teneur de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, plus la température d'équilibre sera élevée.

Plus la hausse de températures sera forte, plus sérieuses en seront les conséquences pour l'homme, la faune et la flore. Déjà une hausse supérieure à 2 degrés par rapport aux moyennes actuelles ferait probablement disparaître 20 à 30% des espèces animales et végétales. Elle provoquerait des inondations qui affecteraient particulière-

La certitude qu'il faille réduire les émissions ne suffit pas à décider les gouvernements, les entreprises et les particuliers à agir tant chacun est pris dans un réseau d'intérêts contradictoires.

ment les grands deltas d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et du Mississipi où les densités de population sont si élevées que le nombre des victimes pourrait se chiffrer en millions. Vers la fin du siècle, en d'autres régions, la sécheresse, la dégradation et la salinisation des sols priveraient d'eau plus de trois milliards d'hommes et accroîtraient de 600 millions le nombre de ceux qui souffrent de la faim. Des migrations massives sont à prévoir et l'on se préoccupe déjà du sort des « réfugiés écologiques ». Dans tous les scénarios ce sont les populations les plus pauvres qui seront les plus affectées, non seulement parce qu'elles sont particulièrement nombreuses dans les zones inondables ou à la limite des déserts, mais aussi parce qu'elles vivent dans des habitats plus précaires et seront les moins à même de se défendre des épidémies qui risquent de se déclencher.

Les scénarios retenus par le GIEC ne sont pas des prophéties de malheur, ce sont des appels à notre responsabilité vis-à-vis des plus démunis et des générations futures. À un monde préoccupé de résultats immédiats, ils annoncent qu'il faut agir aujourd'hui pour avoir de premiers résultats dans vingt ans. Ils montrent les risques et, en même temps, qu'il est possible de les réduire en changeant de mode de production et de modèle de consommation.

Changer de modèle, une volonté à partager

Les gaz à effet de serre sont émis par l'agriculture et la combustion des énergies fossiles - charbon, gaz et pétrole - pour le transport, l'industrie, la production d'électricité et le chauffage ou la climatisation. La certitude qu'il faille réduire les émissions ne suffit pas à décider les gouvernements, les entreprises et les particuliers à agir tant chacun est pris dans un réseau d'intérêts contradictoires et craint d'être seul à faire des efforts qui seront sans effet si tout le monde n'agit pas dans le même sens. Ainsi, l'air vicié par la circulation automobile et les allergies qui s'ensuivent ne suffisent pas à dissuader ceux qui en possèdent d'utiliser leur voiture même lorsque les transports publics existent. La pollution des nappes phréatiques par les engrais et les pesticides ne provoque pas de ré-

action du public et n'incite que peu d'agriculteurs à recourir à d'autres techniques culturales. Changer de modèle nécessite, à la fois, l'usage de nouvelles technologies, le concours du marché et des citoyens et une volonté politique partagée par tous les pays du monde.

De nouvelles technologies pour produire l'électricité et économiser l'énergie apparaissent comme l'idéal en ce qu'elles éviteraient d'avoir à remettre en cause les habitudes. La fusion nucléaire qui ne produit pas de déchets radioactifs ni de gaz carbonique et régénère le combustible serait la solution miracle pour produire l'électricité, mais

elle ne sera pas au point avant le siècle prochain. L'enfouissement du CO₂ est réalisé sur quelques sites en mer du Nord et au Sahara, mais il coûte plus cher que les droits à payer au titre du protocole de Kyoto¹² pour relâcher le gaz dans l'atmosphère. Eoliennes, géothermie, piles photo-

voltaïques font des progrès constants et se développent. Cependant leur efficacité dépend beaucoup des lieux d'implantation. Le bâtiment est le domaine où des économies considérables d'énergie peuvent être réalisées. En utilisant des matériaux adéquats pour isoler et récupérer l'énergie solaire il est, en effet, possible de construire des maisons d'habitation ou des bureaux qui, en moyenne sur l'année, ne consomment aucune énergie. Des exemples existent, mais s'il est déjà coûteux de construire des bâtiments neufs ayant cette qualité, il serait extrêmement coûteux, voire impossible, de transformer des bâtiments construits aux anciennes normes. Les transports, quant à eux, consomment un tiers de l'énergie produite annuellement. Des progrès considérables ont été réalisés pour construire des moteurs moins gourmands et moins polluants. D'autres sont possibles : des véhicules électriques ou à hydrogène ne rejetteraient pas de CO₂, mais il faudrait produire l'électricité pour recharger les batteries ou de l'énergie pour produire l'hydrogène. La technologie apporte un élément de réponse, elle ne peut suffire.

Le marché est par définition le lieu où une offre et une demande se rencontrent. L'une influence l'autre et réciproquement. Il est encourageant de

Libre propos

Des ingénieurs et des citoyens

Impossible sur un plan politique, et même éthique, que les populations du Sud s'imposent ou se voient imposer de ne pas goûter à une qualité de vie matérielle que Japon et Occident font miroiter à leurs yeux depuis des décennies. Impossible, sur un plan pratique, que les habitants bien logés et équipés des pays du Nord acceptent à court terme une frugalité qu'ils assimilent encore à la précarité de l'existence de leurs grands-parents.

Place donc, dans l'immédiat, à des cohortes d'ingénieurs du propre, de l'économe, du recyclable, du non toxique dont un petit nombre est déjà à l'œuvre, aussi bien en Inde qu'au Brésil ou en Europe. Place aussi à des industriels, et derrière eux à des financiers et à des politiques, pour encadrer, stimuler, investir. Industriels, financiers, politiques qui sont très rares aujourd'hui si l'on se situe face aux enjeux vitaux que restitue bien Yves Berthelot.

Enjeu économique, le changement des bases matérielles de la vie collective ne progressera pas sans une mobilisation des peuples. « Passer au solaire » ou « préférer le train », en ce sens, est davantage un acte de consommateur responsable, faisant avancer par sa commande la diffusion de ces technologies et la baisse de leur prix, qu'un acte de sauvegarde environnementale.

Les conversions urgentes sont technologiques et organisationnelles. Ce chemin de nécessité se fonde avant tout sur une dynamique d'éducation. Est-il aussi promesse de conversion spirituelle ? La réponse tient en grande partie aux divers adeptes des religions et des philosophies humanistes, jusqu'alors passagers aériens et clients de l'agriculture intensive comme tout un chacun. Dès aujourd'hui, par leurs actes et non seulement par leurs discours ou leurs prières, quels citoyens de l'avenir sont-ils ?

Vincent Berthet

vincent.berthet@economie-humanisme.org

constater que les avertissements des savants et les campagnes comme celle d'Al Gore avec le film *La planète brûle* ont sensibilisé producteurs, constructeurs et consommateurs. La

protection de l'environnement est moins perçue comme une contrainte qu'elle ne l'était il y a seulement cinq ans et les industriels commencent à développer des produits dont la fabrication consomme moins d'énergie et de transport et dont l'usage permet d'économiser l'énergie. L'écologie devient un argument de vente. Cela va dans la bonne direction, mais ne sera ni assez rapide ni d'ampleur suffisante sans volonté politique.

La volonté politique s'exprime par l'annonce de grandes orientations et de priorités. Elle se traduit par des investissements, des lois, des règles, une fiscalité et des normes. On peut imaginer des taxes sur le carbone¹³ qui inciteraient producteurs et consommateurs à réduire leurs émissions, ce qui, en augmentant l'usage des technologies propres, en diminuerait les coûts. On peut fixer des normes pour la construction des nouveaux bâtiments ; donner des avantages fiscaux à ceux qui amélioreraient l'isolation des bâtiments anciens dans les pays où le chauffage est nécessaire, et l'aération pour éviter la climatisation dans les pays chauds ; limiter la circulation des voitures individuelles dans les villes, leur vitesse sur

les routes et surtout améliorer les transports en commun. L'essentiel pour que consommateurs et producteurs changent leur comportement est que la ligne soit claire et tenue malgré les protestations inévitables. Et que les incitations soient suffisantes.

Les pays de l'OCDE ont été jusqu'à ce jour les grands responsables des émissions de gaz à effet de serre et du dérèglement du climat. Les Américains du Nord rejettent encore 6 tonnes de CO₂ par habitant, les Européens 3,4 et les Chinois 0,5. Or, c'est à ce niveau de 0,5 tonne qu'il faudrait, en moyenne, plafonner les émissions de chaque habitant de la planète pour limiter le réchauffement. On voit les efforts considérables que les habitants des pays de l'OCDE ont à faire. Cependant, ces émissions croissent très vite dans les pays émergents qui sont en outre très peuplés. Limiter le réchauffement est donc devenu l'affaire de tous.

Les responsabilités passées des pays les plus développés leur imposent d'apporter leur assistance en transférant les technologies propres et en fournissant les moyens financiers.

Mais c'est tous ensemble que les pays doivent définir les normes, s'accorder sur les politiques à suivre, développer les technologies propres, conclure des accords internationaux. C'est ensemble qu'ils doivent veiller à ce que les plus pauvres ne soient pas aussi victimes de la lutte contre le réchauffement. On en voit le risque dans l'engouement actuel pour les biocarburants. Les terres prises pour faire rouler sans polluer les voitures des plus riches manqueront quand il s'agira de nourrir 9 milliards d'hommes.

L'encyclique *Populorum Progressio* offre sans doute la réponse en invitant au développement de tous les hommes et de tout l'homme. « Tous les hommes », c'est ne laisser personne sur le bord du chemin. « Tout l'homme », c'est assigner au développement « *la possession du nécessaire, la victoire sur les fléaux sociaux, l'amplification des connaissances, l'acquisition de la culture* ». Au-delà des mesures nécessaires évoquées plus haut c'est un appel à la conversion adressé à chaque homme.

Yves Berthelot

¹ *Populorum Progressio*, paragraphe 17.

² Ibid. paragraphe 34.

³ Rapport Meadows *Halte à la croissance, Rapport sur les limites de la croissance*, Fayard 1972, cité par Wikipedia, accès Internet 02/06/07.

⁴ La Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) a organisé en décembre 1973 un débat rassemblant d'éminents économistes dont E.Lundberg, L.P. Blanc, B. Horvart, E. Mason, J. Pajetska, C.T. Saunders et deux lauréats du prix Nobel J.R.N. Stone et J. Tinbergen. Ces débats ont été publiés dans *Factors and Conditions of Long Term Growth*, ECE, United Nations, New York, 1974. Voir Y. Berthelot and P.B.W. Rayment, *Looking Back and Peering Forward, A Short History of the United Nations Economic Commission for Europe, 1947- 2007*, United Nations, New York and Geneva, 2007 p.61.

⁵ *Populorum Progressio*, paragraphe 6.

⁶ Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, connu sous le nom de rapport Brundtland, du nom de la présidente de la commission, la Norvégienne Gro Harlem Brundtland ; phrase citée par Wikipedia, accès Internet 02/06/07.

⁷ L'utilisation du terme « *sustainable* » dans le Rapport Brundtland a été d'abord traduite en français par « *soutenable* ». L'expression utilisée aujourd'hui est « *durable* ». Au-delà de la querelle de mots, l'idée est bien de prôner un mode de développement qui ne compromette pas l'avenir.

⁸ L'Acte final de la conférence d'Helsinki prévoyait, notamment, une coopération sur

les questions économiques et environnementales. Léonid Brejnev décida dans ce contexte de débloquer la négociation sur la pollution atmosphérique en discussion depuis plusieurs années à la CEE-ONU.

⁹ Y. Berthelot et P.B.W. Rayment, opus cité, p. 71-72 et 95.

¹⁰ Le GIEC a été créé en 1988 conjointement par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUÉ). Il ne fait pas de recherche lui-même ; sur la base des informations techniques, scientifiques et socioéconomiques publiées dans les revues scientifiques, il évalue les risques et les options pour y faire face ou les réduire.

¹¹ Depuis la fin de l'âge de pierre, il y a environ 10 000 ans, les civilisations humaines se sont développées dans un environnement très stable, la composition chimique de l'atmosphère ne variant pratiquement pas, comme l'indique l'analyse des couches successives de glace accumulées dans le permafrost. La rupture est intervenue après la Seconde Guerre mondiale du fait de l'accroissement de la population et de l'industrialisation. L'homme rejette maintenant plus de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, ozone et oxyde d'azote) que le système naturel ne peut en absorber. Cela entraîne le réchauffement.

¹² Le Protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, entré en vigueur en 2002, impose aux pays développés de ramener en 2012 leurs émissions de gaz à effet de serre à 5% au-dessous des niveaux de 1980.

¹³ Aujourd'hui, en France, le travail est taxé quinze fois plus que l'énergie, une des causes du chômage et du gaspillage d'énergie.

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebret-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. Moyen Orient et Monde arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Isabelle Duquesne (directrice).

Publication - directeur : Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - secrétariat : Sally Rousset. publications@lebret-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 1951-0012 – Imprimerie SEPIC – Paris – 0147051759 .